



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



TERME DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL DE COURT TERME POUR ÉVALUER L'ÉTAT DE L'ESPACE CIVIQUE ET SOUTENIR L'ORGANISATION DES DEUX DIALOGUES DE HAUT NIVEAU EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

I. INTRODUCTION

COCAFEM/GL est une concertation des collectives des Associations féminines de la région des Grands Lacs, mais avec beaucoup de présence au (Burundi, RDC et Rwanda) avec 20 ans d'existence et d'expérience dans les droits des femmes, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, la paix et la sécurité ainsi que la lutte contre les VBG/VSBG dans la Région des Grands lacs. COCAFEM / GL a établi un partenariat par la signature d'un protocole d'accord (MOU) avec le Bureau de l'envoyé spécial du secrétaire des Nations Unies dans la région des Grands Lacs, la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), le Centre régional de formation (RTF) et Ministères du genre dans les trois pays mentionnés ci-dessus. COCAFEM-GL compte plus de 1861 organisations de base dans la Région des Grands Lacs.

Le programme Spotlight Initiative pour la région Afrique a été créé pour renforcer les stratégies et initiatives existantes telles que la stratégie de l'UA sur l'égalité des sexes, l'Observatoire de l'égalité des sexes et les campagnes de l'UA pour mettre fin au mariage des enfants et l'initiative de l'Union africaine sur l'élimination des mutilations génitales féminines. Le SIARP s'est engagé à effectuer des recherches fondées sur des preuves, à présenter des pratiques et à garantir les approches les plus efficaces pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique. Le programme adopte également une stratégie d'exploitation des forces respectives des partenariats multisectoriels qui soutiendront l'accélération du changement transformatif sur le continent africain.

COCAFEM/GL s'est associé à ONU-Femmes pour entreprendre le SIARP pour la région de l'Afrique occidentale et centrale et parmi les activités, il y a la réalisation d'une évaluation de l'espace civique et également la tenue de dialogues de haut niveau entre les organisations de la société civile et les



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



organisations/institutions régionales existantes afin d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

II. Context et Justification

D'après le rapport civique de 2020, <https://findings2020.monitor.civicus.org>, un tiers (1/3) des pays de la CEDEAO connaissent une situation d'obscurcissement ou un rétrécissement de l'espace civique qui étaient principalement causés par des tensions politiques qui montaient avant ou au lendemain d'élections présidentielles contestées dans divers pays d'Afrique de l'Ouest. Ce même rapport indique que les conditions de l'espace civique se détériorent en Afrique de l'Ouest francophone ainsi que dans la partie centrale de l'Afrique par la situation d'alerte au Cameroun/crise de Bamenda, avec le récent coup d'État militaire au Mali, au Burkina Faso, en Guinée Conakry, la tentative de coup d'État à Guinée Bissau. Les OSC sont confrontées à des lois restrictives, des obstacles aux processus d'enregistrement, des ingérences dans leurs activités et des représailles lorsqu'elles s'expriment, en particulier en ligne ou par le biais de manifestations pacifiques. Des centaines de militants et de journalistes ont été arrêtés dans toute la région au cours des trois dernières années ; des dizaines de manifestants pacifiques sont morts lors de manifestations organisées par des groupes pro-démocratie.

La société civile est prête à jouer son rôle dans la construction d'un monde meilleur qui profite à tous. Sur la base de l'analyse des conclusions du rapport susmentionné, les espaces civiques diminuent d'année en année. À l'exception de quelques pays où les catégories d'espaces civiques ont amélioré leur score en 2020, comme la République du Congo et le Soudan, de nombreux pays ont décliné leur situation de la catégorie d'obstruction à la catégorie réprimée des espaces civiques. Avec les résultats de l'étude, 43,4% de la population mondiale vivent dans des pays où la catégorie d'espaces civiques est réprimée, tandis que 15,8% seulement de la population mondiale vivent dans des pays où la catégorie d'espaces civiques est obstruée. En Afrique de l'Ouest et centrale, les espaces civiques ont été majoritairement affectés par l'environnement politique en 2020 en raison de la période électorale, de l'impunité mais aussi de la situation de la pandémie de Covid-19.



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



Avec le financement d'ONU FEMMES dans le cadre de l'initiative Spotlight Africa Regional Program, COCAFEM-GL prévoit d'entreprendre une étude / recherche documentaire, afin d'évaluer l'état de l'espace civique pour la société civile et le mouvement des femmes rurales dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette recherche documentaire viendra compléter le rapport déjà produit par le Centre de recherche sur la population et la santé en Afrique (APHRC) sur l'état de l'espace civique pour les mouvements des OSC dans la partie orientale et australe de l'Afrique. Au-dessus de ces rapports sur l'espace civique, seront orientés et inspirés des dialogues de haut niveau qui seront organisés entre les OSC et les réseaux de femmes avec des institutions régionales telles que la CEDEAO, la CEEAC et l'UA pour discuter de l'espace croissant pour l'espace civique et les engagements des OSC.

C'est dans ce contexte que COCAFEM-GL cherche à recruter un consultant pour mener une évaluation rapide comprenant une étude documentaire et une enquête auprès des parties prenantes, sur l'état de l'espace civique en Afrique de l'Ouest et du Centre afin d'identifier les principaux réseaux de femmes rurales et les OSC qui opèrent et plaident pour un environnement juridique et politique propice au plaidoyer pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les conclusions du rapport seront utilisées pour façonner et informer les dialogues de haut niveau. Fournir un état actualisé de l'espace civique en Afrique de l'Ouest et du Centre.

- Identifier les principaux décideurs aux niveaux de la CUA et des CER pour un dialogue élargi sur la sauvegarde/l'expansion de l'espace civique
- Identifier les principaux messages de plaidoyer convenus conjointement pour un plaidoyer renforcé sur l'espace civique en Afrique de l'Ouest et du Centre

III. Portée des travaux

Le consultant sera engagé pour :

- Identifier les OSC clés et importantes et le réseau des femmes en Afrique centrale et de l'Ouest



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



- Entreprendre l'examen documentaire / la recherche / les lacunes dans les connaissances sur l'espace civique pour les OSC et le réseau des femmes rurales en Afrique centrale et occidentale
- Analyser et documenter les principaux résultats de la revue documentaire
- Identifier les organisations, réseaux et coalitions de la société civile sous-régionaux et régionaux plaidant pour l'espace civique dans le contexte de la région de l'Afrique centrale et occidentale
- Produire le rapport de revue documentaire en anglais et qui sera traduit en français après sa validation et après sa compilation avec celui produit par l'APHRC
- Organiser un atelier de validation du rapport de revue documentaire
- Appui à l'organisation des deux dialogues régionaux de haut niveau qui se tiendront en Afrique de l'Ouest et du Centre sur l'espace civique.
- Identifier les principales recommandations et études de cas sur la sauvegarde et l'élargissement de l'espace civique en Afrique centrale et occidentale.
- Rédiger des rapports de réunion et des messages/recommandations clés pour sauvegarder/augmenter l'espace civique dans la région.



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



Rôle de COCAFEM/GL:

1. Assurer la supervision de l'action/activité et superviser la planification logistique
2. Examiner les documents et fournir des commentaires en temps opportun en collaboration avec l'APHRC,
3. Agir en tant que liaison entre le consultant et les partenaires clés - APHRC, ONU Femmes et CUA
4. Consultante d'appui pour entrer en contact avec les OSC et le réseau des femmes en Afrique centrale et occidentale
5. Préparer conjointement avec le consultant le terrain pour les deux dialogues de haut niveau en Afrique centrale et occidentale

Livrables

Le consultant doit remettre à la COCAFEM-GL

- Rapport initial ;
- Aperçu du rapport d'examen documentaire
- Rapport de l'évaluation rapide
- Notes conceptuelles des 2 dialogues
- Rapports de chacun des dialogues
- Document de synthèse avec des recommandations clés et des cibles clés pour le plaidoyer
- Document de synthèse avec les résolutions de chacun des dialogues de haut niveau
- Une session virtuelle pour présenter les résultats de l'évaluation rapide
- Participer dans l'organisation avec succès des deux (2) dialogues de haut niveau

Critère d'éligibilité

6. Le consultant doit avoir au moins une maîtrise en sciences sociales, études de genre, études de développement et autres domaines connexes
7. Le consultant doit avoir une expérience d'au moins 10 ans de conseil dans le domaine de la gouvernance participative du genre, de l'espace civique, des droits à la santé sexuelle et



reproductive, des droits des groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées et de la question liée aux mutilations génitales féminines

8. Le consultant doit avoir une solide compréhension du plaidoyer, des droits de l'homme et des femmes, de la société civile et des mouvements de femmes, familier avec le travail entre la société civile, les institutions publiques et régionales en particulier en Afrique de l'Ouest et du Centre,
9. Expérience approfondie dans le domaine de la participation des femmes dans les sphères de prise de décision, la promotion des mouvements de femmes et la facilitation des dialogues avec diverses institutions telles que les blocs économiques régionaux et l'Union africaine
10. La maîtrise du français et de l'anglais et la capacité à rédiger de manière claire et concise en anglais sont essentielles ;
11. Excellente compréhension du contexte de gouvernance de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, y compris les CER, les réseaux sous-régionaux et les campagnes liées à l'EVAWG, à la HP, à la SDSR et à l'espace civique
12. Expérience avérée de deux travaux similaires réalisés.

Période de la mission

La mission devrait être achevée dans un délai de 2 mois à compter de la date de signature du contrat.

N0	Livrable	# de jrs	Période
1	Elaboration du rapport d'examen documentaire	5jrs	La dernière semaine de Aout 2022
2	Rapport de l'évaluation rapide	5jrs	Deuxième semaine de Septembre 2022
3	Une session virtuelle pour présenter les résultats de l'évaluation rapide	1jr	Deuxième semaine de Septembre 2022
4	Un atelier de validation du rapport d'évaluation rapide	1jr	Troisième semaine de Septembre 2022



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



5	Note conceptuelle pour les deux dialogues	1jr	Troisième semaine de Septembre 2022
6	Rapports et rapport de synthèse de chacun des dialogues	5 jour par dialogues	5 jrs après chaque dialogue
7	2 Dialogue de haut niveau	3jrs chacun	Octobre et Novembre

13. Comment Postuler?

Les candidats intéressés (entreprises ou particuliers) qui remplissent les conditions fixées ci-dessus doivent présenter une lettre de manifestation d'intérêt, des CV détaillés, ainsi qu'une offre technique et financière adressée au Secrétaire exécutif de COCAFEM GL.

Pour les candidats internationaux, ils doivent envoyer leurs propositions (candidatures) à l'adresse e-mail de COCAFEM GL ; cocafemgl@gmail.com et escocafem@gmail.com et ceux au Burundi peuvent soumettre leur candidature au siège social de COCAFEM-GL situé à Rohero II Re Avenue Chaussee Prince Louis Rwagasore N0 42, Bujumbura Burundi au plus tard le 19/juillet/2022 à 10h00.

14. Procédure de selection

Pour sélectionner le meilleur consultant / cabinet, la méthode de sélection basée sur la qualité (QBS) sera utilisée et les femmes sont fortement encouragées à postuler.

Bujumbura, le 19 Juillet 2022

Alexis Nkurunziza

Secrétaire Exécutif COCAFEM GL



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

